



**Yves Barou** : Le but de cette session était d'essayer de trouver un lien entre deux sujets qui sont généralement très différents. Le premier sujet est celui de l'humain, traité d'un côté par des démographes ou des économistes qui parlent de migration, et de l'autre par des équipes RH qui essayent de gérer leurs problèmes quotidiens, la diversité et l'expatriation. L'idée était qu'il y a un lien et qu'en tant que spécialistes RH nous devrions probablement être plus au courant de ces tendances afin de mieux gérer ces politiques. On essaye alors, comme d'habitude, de lier des idées générales à des sujets pratiques.

**Fernando Vasquez** : Je travaille à la Commission européenne, à la DG Emploi, dans un département qui s'occupe de beaucoup de choses différentes : le chômage des jeunes, le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation, la restructuration d'entreprise, les développements sectoriels ainsi que l'entrepreneuriat et l'économie sociale. Avec votre sujet, vos thèmes, il me semble que quatre idées ressortent. Ces idées ne seront pas le centre de vos discussions mais il est utile de les avoir à l'esprit quand on parle, en règle générale, de mondialisation humaine et de la libre circulation des personnes dans le monde. C'est un thème central. Premièrement, je suis toujours étonné, dans un monde qui se libère, dans lequel tout circule, tout bouge (les capitaux, les biens et les services), on ait si peu sur la libre circulation des personnes. Par exemple, si l'on se penche sur l'un de nos textes fondamentaux, la convention des Nations Unies relative aux droits de l'Homme, on ne trouve rien sur la libre circulation des personnes dans le monde. Regardez ce qu'il se passe aujourd'hui sur nos plages, où des centaines de personnes meurent chaque année en essayant de traverser la Méditerranée à la nage pour venir en Europe ; on est dans l'indifférence totale. En réalité, tout le monde s'en fiche. On est très loin de cette idée généreuse de justice universelle que l'on trouvait dans la convention de l'ONU il y a plus de cinquante ans. Je sais qu'on ne va pas en parler mais il est intéressant de rappeler ces faits, juste pour avoir une idée de la difficulté à construire un système dans lequel non seulement les entreprises, les biens, les services mais aussi les personnes bougent partout dans le monde pour le bien de tous. Le deuxième sujet est un thème qui est déjà très difficile et irrationnel au sein de l'Union européenne. Quand on entend les débats politiques à quelques jours des élections européennes de mai 2014, au sujet de l'immigration, de la mobilité, des migrations intercommunautaires, on peut conclure qu'il n'y a aucun lien rationnel entre d'un côté le fait que les gens devraient être autorisés à bouger, ce qui serait bénéfique, de manière globale, pour tout le monde, et de l'autre la perception générale du public en Europe, qui est de plus en plus contre cette idée. Je sais que ce n'est pas le seul problème. Mais il est en partie à l'origine de ce qui sera peut-être un résultat politique désastreux aux élections européennes. On peut critiquer la voix des entreprises, ainsi que celle des syndicats à beaucoup d'égards. Mais au moins, aujourd'hui et demain, vous allez introduire un peu de rationalité dans ce débat. En effet, vous allez étudier ces idées du point de vue de leur utilité, avec l'objectif de permettre aux personnes, aux ressources humaines, de circuler partout dans le monde. Le troisième point m'incite également à rappeler les limites de la mobilité. Vous savez, bien sûr, que la mobilité intracommunautaire est une litanie. Tous les ans, seulement 0,3 % des personnes passent d'un pays à un autre. Les politiques de la Commission européenne visent à passer à 1 %. Cela vous donne une idée de la difficulté de la tâche que représente la promotion de la circulation des personnes en Europe. En pratique, il n'y a pas d'obstacles. Il ne devrait pas y avoir d'obstacle, du moins juridique, à cette mobilité. En fait, les gens bougent pour deux raisons. Premièrement, il y a ceux qui, à cause de leur attitude, de leurs qualifications, ou tout simplement



parce qu'ils le veulent, vont de toute façon, ou très probablement, bouger. De l'autre côté il y a ceux qui ne bougent que s'ils y sont obligés. C'est ça la réalité quand on parle de mobilité et de migration. C'est l'histoire de l'Europe, de l'Union européenne. On le voit encore aujourd'hui avec des mouvements de pays étrangers vers les pays où se trouve l'argent, c'est à dire le nord de l'Europe. Vous savez que nous mettons en place un programme de 8 millions d'euros à Vukovar afin d'essayer d'encourager l'emploi des jeunes, ce qui repose en grande partie sur la promotion de la mobilité. En termes de fierté, les résultats sont extrêmement mesurés. Il faut attendre encore un peu mais on se dirige vers un échec. Cela nous rappelle qu'il y a toujours une motivation économique pour la mobilité. Ça nous rappelle qu'il nous faudrait prendre en compte la perspective européenne au lieu d'essayer de remplacer la solidarité et la cohésion, des valeurs et principes fondamentaux de l'Union européenne pour la mobilité. Cela veut dire tenter de s'éloigner de la dispersion économique actuelle et dire aux personnes qu'elles peuvent aller là où les entreprises veulent investir et recruter. Il y a une dimension politique dans ce débat et je sais que vous n'allez pas l'aborder. Mais gardons-la à l'esprit, ainsi que les autres points que j'ai mentionnés.

**Józef Niemiec** : Je suis le secrétaire de la Confédération européenne des syndicats, responsable de la politique pour l'emploi, la stratégie Europe 2020, la politique industrielle, le changement climatique etc. La croissance et l'emploi sont aujourd'hui les deux problèmes majeurs de l'Europe. De ce point de vue je voulais dire quelques mots sur la mondialisation. Premièrement, vous êtes au courant que les syndicats sont toujours quelque peu divisés à ce sujet. Certains sont très enthousiastes mais d'autres y voient un défi majeur à cause de l'impact sur les normes de travail du modèle européen. A la CES, nous nous efforçons de toujours garder cette diversité d'opinions et de rester positifs, mais à quelques conditions. Nous pensons que la mondialisation pourrait aider à construire un monde meilleur porteur de création d'emploi, d'emplois de qualité, de démocratie partagée et de la possibilité pour les travailleurs d'accéder à une représentation indépendante partout dans le monde. Nous pensons que c'est toujours possible et nous continuons dans cette voie. Dans ce cadre, nous considérons que les entreprises, surtout les multinationales, ont clairement un rôle à jouer. Elles devraient être actives, avec une approche découlant de l'aspect social et aboutissant au développement durable. Nous considérons également l'Union européenne comme leader de ce mouvement, afin d'exporter les principes de notre modèle. Partant de cette observation, une question se pose : est-ce que ça marche ? Est-ce que c'est efficace ? En ce qui concerne la crise, et l'approche choisie par l'Union européenne pour essayer de s'en sortir, quand on regarde les résultats on entend les leaders politiques dire que la croissance redevient positive. Cependant nous martelons que sans réel changement en termes de création d'emploi, de combat contre la pauvreté, nous ne trouvons pas que ce soit efficace – au contraire ! Sur ce plan, les perspectives pour les années à venir sont plutôt sombres car les diplomates européens n'adoptent pas efficacement cette politique. Nous subissons beaucoup de pression de la part de nos membres, de nos syndicats affiliés aux travailleurs qui nous abordent. Vous êtes naïfs de vouloir y participer à cause de l'efficacité. En fait, les marchés financiers ont compté parmi les moteurs principaux de la mondialisation. Ils font toujours ce qu'ils veulent en dépit des efforts fournis pour mettre de l'ordre et de les influencer pour éviter ce genre de crise à l'avenir. Voici le contexte, particulièrement concernant la façon dont l'Union européenne tente de reconstruire, de retrouver sa compétitivité. C'est très litigieux pour nous. Vous pourrez en parler plus tard, ce soir. Vous pouvez continuer mais, en clair, il y a deux messages. Premièrement, il y a un



changement positif dans certaines parties de l'Europe, par exemple l'Allemagne ou la Pologne, avec des améliorations sur le marché du travail. De bons emplois sont remplacés par des emplois précaires. C'est une tendance majeure pour nous. Cela signifie que le combat contre la pauvreté a échoué. Et ça continuera à cause de la concurrence basée sur les salaires dans la zone euro, ce qui revêt un aspect très négatif. Deuxièmement, c'est également la mesure des réformes mises en place ; en effet, le problème existe, avec l'affaiblissement continu de la négociation collective et de la capacité des syndicats à jouer ce rôle. Certaines ont même été contraires aux normes internationales et aux normes paritaires de travail ; **l'OIT est intervenue en Europe**, qui était censée être un modèle, indiquant qu'elle était en violation des normes internationales. Pour moi, originaire de Pologne, il y a 10 ans, il était inimaginable qu'une telle chose puisse se produire en Europe. Pour nous, c'était un modèle à suivre. Cela m'amène à mon troisième point, sur les conséquences en termes de politique et de démocratie. Avec ce qu'il se passe, on a l'impression que les travailleurs que nous représentons n'ont plus de perspectives positives. Ils n'ont plus confiance en leurs leaders ni en le projet lui-même, c'est-à-dire notre Union européenne et son rôle dans le monde. Pour moi, c'est une tendance majeure. Pour ce qui est de la question des migrations, nous conservons une approche positive basée sur les droits de l'homme et le principe d'intégration plutôt qu'une approche de contrôle et axée sur la sécurité. Nous craignons qu'un nombre grandissant de nos membres ne soutienne des partis politiques xénophobes, nationalistes, opposés à l'intégration européenne. Ce sera évident avec les résultats des élections européennes la semaine prochaine. Malheureusement, on le sait d'après nos analyses. Voici maintenant mon dernier point. Nos partenaires du côté des employeurs, particulièrement BusinessEurope, répètent constamment qu'il n'y a pas d'alternative. Nous ne l'acceptons pas, à cause de notre approche de la mondialisation, de l'intégration européenne : des alternatives existent. Il nous faut des leaders. On le voit sur le plan politique. Il n'y a pas assez au niveau européen, émanant de la Commission ou du Conseil. Alors, nous proposons nos propres idées. Nous avons proposé un contrat social en réponse au pacte budgétaire, qui se limitait à des sanctions et à des pénalités en cas de mauvaise gouvernance. Nous proposons également, à la place de l'austérité et de la concurrence salariale auxquelles on assiste au niveau européen, une approche proactive pour investir dans l'avenir, dans le développement durable, afin d'aider l'Europe à rester leader dans cet univers mondialisé.

**Yves Barou** : Il était important de mettre ces sujets sur la table, même s'ils dépassent grandement nos activités quotidiennes, car ce thème a de nombreuses conséquences. Je voudrais également vous remercier d'avoir clarifié les responsabilités de l'Union européenne et des syndicats, car on est tous dans le même bateau et tous les acteurs doivent agir. Je tiens à rappeler que le titre de cette conférence est : « Les entreprises européennes perdantes ou gagnantes dans le jeu de la mondialisation humaine ? » will European companies win or lose? Il me faut également avouer que j'ai volé l'expression « mondialisation humaine » à Catherine de Wenden. Elle vous l'expliquera plus tard mais nous avons eu le sentiment que, souvent, quand on parle de mondialisation, on oublie la dimension humaine, alors qu'en fait, cette question de mondialisation humaine est un facteur clé. Ce n'est pas si nouveau. C'est peut-être une vieille histoire mais elle est intéressante et Catherine va vous en parler.



**Cornelia Hulla** : En travaillant sur le programme, nous avons beaucoup réfléchi au sujet à aborder. Avant de rentrer dans le détail, j'aimerais attirer votre attention sur la question suivante : « la mondialisation est-elle une bonne ou une mauvaise chose ? » En effet, c'est évidemment un thème sous-jacent fortement enraciné dans nos discussions. Nous savons tous que la mondialisation n'est pas une force neutre ou inhumaine face à laquelle on est impuissant. C'est un outil mondialisant qui mélange des forces technologiques, socioculturelles et politiques et qui transforme le concept de développement social et économique. On est arrivé à un large consensus quant au fait qu'une mondialisation économique dérèglementée produit plus de conséquences négatives, comme l'instabilité financière, une pauvreté et un chômage accrus, un niveau élevé d'inégalité économique, des normes sociales et de travail faibles, et des effets négatifs sur la démocratie. Heureusement, la mondialisation n'est pas un phénomène neutre que l'on ne peut contrôler, ni la main invisible de la concurrence qui détourne, mais un procédé pluridimensionnel qui peut être influencé au niveau transnational. Même si le chômage, la pauvreté et l'inégalité sont aggravés par les modèles de mondialisation actuels, un modèle amélioré de mondialisation durable d'un point de vue politique et économique apporte aussi la possibilité de se développer et de réduire ces problèmes. Le point positif vient du lien fort entre la libéralisation économique et la libéralisation politique (le lien n'est pas direct) ; on voit clairement que la démocratie accompagne la mondialisation. Si l'on se penche sur les données, on voit que ces deux variantes, la mondialisation et la démocratisation, s'influencent généralement de manière positive. Il n'y a pas de lien fort et direct entre la démocratie et la mondialisation mais les transitions démocratiques de ces vingt dernières années laissent à penser que la mondialisation agit souvent comme catalyseur de la démocratisation. Le meilleur indicateur est peut-être l'impact de nos propres institutions internationales et régionales sur les normes démocratiques et les principes des droits de l'homme, qui réorganisent constamment ces institutions et ces politiques. Bien sûr, les antimondialistes soulignent toujours les effets négatifs de la mondialisation sur l'Etat-nation. Les gouvernements ferment rapidement le contrôle sur leur économie, leurs frontières, leurs marchés et leur commerce, alors que les entreprises multinationales imposent la progression de la mondialisation. L'argumentation veut que, tandis que la mondialisation crée des possibilités de croissance, elle conduit également à des inégalités économiques grandissantes et profite aux multinationales qui, à leur tour, réduisent non seulement le pouvoir de l'Etat mais aussi de la démocratie, ce qui conduit inévitablement à son déclin. On ressent également l'augmentation des inégalités sociales à l'échelle mondiale alors que le fossé entre les pays développés et ceux en voie de développement s'agrandit. Cependant, chaque médaille a son revers. Un des avantages de la mondialisation est qu'elle permet d'augmenter le nombre d'individus éduqués et bien informés, ce qui réduit les inégalités économiques sur le long terme. Il faut bien sûr également rappeler que les multinationales ont contribué à l'augmentation des niveaux de démocratie de par le monde. Ces entreprises ont besoin de stabilité dans les pays où elles envisagent d'investir, une stabilité associée à des régimes démocratiques. Les multinationales font pression sur les régimes autoritaires pour qu'ils limitent les restrictions, améliorent le marché et, en fin de compte, aident à la libéralisation politique et à la décentralisation du pouvoir. Il est plus difficile de cacher des informations aux citoyens, même dans les dictatures, avec des demandes concernant les droits de l'homme et les libertés se faisant de plus en plus fortes partout dans le monde. C'est visible en Turquie actuellement. La mondialisation encourage les institutions démocratiques et les organisations internationales comme l'OIT, qui promeut les valeurs démocratiques et la transparence. Un autre aspect du lien entre la mondialisation



et la démocratie est que la mondialisation contribue au déclin de l'Etat-nation, surtout en Europe. Cependant, il arrive souvent qu'on ne fasse pas assez attention aux possibilités créées par ce vide, un vide qui se trouve dans la société civile. Il faut davantage souligner la société civile. Et la promesse de la mondialisation tient dans les communautés locales, régionales et super-régionales qui offrent différentes possibilités de développement, de développement individuel, ainsi qu'un lien renforcé entre la société civile et les organisations internationales qui soutiennent de nouvelles formes de dialogue et de procédés démocratiques. Mais la dimension humaine et sociale de la mondialisation, c'est-à-dire l'impact de la mondialisation sur la vie des individus et des sociétés, suggère le passage d'un système d'économie de marché, largement prédominant dans le monde, à un système économique orienté vers l'humain et la croissance sociale. Il nous faut un cadre global, et il faut débattre de ces sujets dans des forums comme celui-ci. Tous ces sujets doivent être abordés dans des débats publics et des rassemblements comme ce forum, ce qui peut stimuler des débats sur la mondialisation, ses conséquences positives et négatives, ainsi que sur des thèmes importants comme la migration, la mobilité, la responsabilité sociale des entreprises, les politiques d'expatriation, etc. Voici donc une sorte de cadre.